



## **ATELIER SOUS REGIONAL SUR LA PREVENTION ET LA RESOLUTION DES CONFLITS ELECTORAUX**

**Gorée, 26 et 27 juillet 2018**

# **CONCLUSION GÉNÉRALE DE L'ATELIER**

L'atelier sur la Prévention et la résolution des conflits électoraux organisé à l'initiative de l'Institut Gorée du 26 au 27 juillet 2018 a été l'occasion pour les participants de faire une analyse et une revue critique du contexte préélectoral en Afrique de l'Ouest et d'en identifier les défis. Pendant deux jours, sur l'île de Gorée, les participants venus du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Sénégal et du Togo ont fait un état des lieux des contextes préélectoraux dans certains pays en Afrique de l'Ouest et exploré quelques pistes de solutions pouvant contribuer à la réalisation des processus électoraux paisibles et stables.

A travers plusieurs Sessions de présentation organisées en quatre (04) panels, l'atelier a permis de dresser les facteurs d'instabilité et de tensions électorales communs et spécifiques, d'ouvrir des perspectives et de proposer des stratégies communautaires ou nationales de prévention et de gestion des conflits électoraux.

# De l'état des lieux général du contexte pré électoral ouest africain

La période pré-électorale dans nombre de pays d'Afrique de l'Ouest est généralement source de vives tensions et présente des risques élevés de conflits. Cette détérioration du climat sociopolitique à l'approche des échéances électorales est liée à de nombreux dysfonctionnements dans le processus électoral mais également à une importance excessive et démesurée accordée aux élections, perçues dans certains pays comme un événement plutôt qu'un processus à long terme. Or, l'organisation des élections à un rythme régulier ne devrait pas être le seul facteur permettant de déterminer si un pays est démocratique ou non. Le climat pré-électoral délétère vient également du fait que la majorité au pouvoir conserve toujours des marges de manœuvre pour prendre des décisions non consensuelles susceptibles de rompre l'équilibre et de biaiser le jeu démocratique.

## Les facteurs d'instabilité et de tensions électorales communs à l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest

Les facteurs d'instabilité et de tensions électorales dans l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest découlent généralement des points de vulnérabilité dans la conduite du cycle électoral, notamment en contexte pré-électoral. Ces points de vulnérabilité tiennent notamment à :

- L'absence de consensus politique entre les acteurs politiques,
- L'absence de fichier électoral consolidé, clairement défini et mis en œuvre,
- La multiplication des incohérences qui confine à la violation des principes démocratiques,
- La révision des constitutions en vue de briguer de nouveaux mandats,
- Le redécoupage électoral non consensuel des circonscriptions électorales
- Les réformes électorales non consensuelles
- Le contrôle de l'armée et de l'appareil sécuritaire par la majorité au pouvoir
- La situation volatile compromettant la paix et la stabilité dans le pays, (les perceptions d'injustices historiques non résolues, la corruption généralisée et la fragilité du système judiciaire, la culture omniprésente de rivalités ethniques et de violence etc)
- L'absence de formation et d'éducation du personnel électoral et des populations
- La résistance aux experts en élection et le rejet de leurs conseils,
- L'implication des médias et des réseaux sociaux dans la recrudescence des crises dans le jeu politique,
- L'absence d'impartialité et l'inégalité d'accès aux médias contrôlés par l'Etat
- Les insuffisances administratives dans la gestion du processus électoral (insuffisances logistiques, bases de données et listes électorales non fiables)
- Le coût onéreux du processus électoral

# Les facteurs d'instabilité spécifiques

Même les facteurs de conflictualité électorale présentent des similitudes dans l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest, la réalité politique est quelque peu différente d'un pays à l'autre. Les causes de conflits sont nombreuses et variables selon les pays.

## 1. Le Sénégal

Le contexte pré-électoral au Sénégal est marqué par la persistance d'un climat de méfiance et de suspicion entre les acteurs politiques et une absence de consensus sur les règles de la compétition électorale.

L'instabilité de la loi électorale au Sénégal, une loi qui varie quasiment à la veille de chaque scrutin, est souvent source de tensions entre les acteurs politiques. Les dissensions actuelles autour de la question des parrainages des candidats est révélateur de cet état de fait.

Les graves dysfonctionnements observés lors des élections législatives du 30 juillet 2017 ont mis au grand jour la mauvaise planification du processus électoral et exacerbé les tensions entre les acteurs politiques.

De même, les doutes sur l'éligibilité de potentiels candidats emprisonnés, jugés et condamnés, le manque de confiance de l'opposition envers l'administration électorale amplifie les tensions.

## 2. Le Togo

Le climat pré-électoral assez tendu au Togo découle d'une conjonction de facteurs liée aux réformes électorales et à la question de l'alternance. La rigidité des positions des acteurs politiques et l'absence de consensus sur les règles du jeu électoral, ont entraîné un climat politique très polarisé au Togo.

A l'initiative de l'opposition politique, les récents mouvements de rue qui ont gagné en amplitude depuis le 19 août 2017 se sont cristallisés autour des questions suivantes :

- Le retour à la Constitution de 1992
- Le vote de la diaspora
- La revendication portant sur le mode de scrutin à deux tours,
- La limitation du nombre de mandat

D'autres problèmes structurels, logistiques et organisationnels minent également le contexte électoral au Togo. Il s'agit notamment des problèmes suivants :

- Retard dans la préparation du processus électoral
- Le dépassement du délai constitutionnel pour les élections législatives;
- La non maîtrise du cadre électoral par les parties prenantes;
- Faible renforcement de capacités des agents électoraux et des électeurs;
- Manque d'appui institutionnel et technique des partenaires, techniques et financiers.
- La démobilisation des électeurs;

### **3. La Guinée Bissau**

Les blocages fréquents du processus politique en Guinée Bissau sont révélateurs de l'instabilité politique et des tensions électorales dans ce pays. De même, la longue période d'instabilité institutionnelle de ce pays a durablement impacté le processus électoral. En général, les problèmes électoraux de ce pays tournent autour de :

- Le climat de méfiance entre les différents acteurs
- L'absence d'un cadre de concertation et de dialogue permanent entre les acteurs politiques,
- La mauvaise planification du processus électoral
- Le non respect de la loi électorale, notamment pour la période du recensement
- Les difficultés de mobilisation des ressources
- L'absence de réformes dans le secteur de la défense et de la sécurité.

### **2. La Guinée**

Les tensions récurrentes en contexte pré-électoral en Guinée trouvent en partie leur explication dans le climat de méfiance entre les acteurs politiques et les dysfonctionnements observés dans le processus électoral. Ces dysfonctionnements ont trait notamment au non respect des accords politiques, au manque de confiance des acteurs politiques de l'opposition envers l'administration électorale et envers la justice, le problème de la fiabilité du fichier électoral et la mauvaise planification du cycle électoral.

### 3. La Côte d'Ivoire

Plusieurs années après avoir refermé la page des violences postélectorales de 2011, la Côte d'Ivoire amorce, en ce moment, un nouveau virage de sa vie politique avec, en perspective, l'élection présidentielle de 2020.

Aujourd'hui, les divisions au sein de l'opposition et même à l'intérieur de la coalition RHDP au pouvoir, les dissensions autour de la Commission Electorale Indépendante ayant entraîné récemment en juin 2018, le boycott, par une partie de l'opposition de l'opération de révision des listes électorales, la faible mobilisation lors de l'enrôlement des nouveaux citoyens majeurs et la Réconciliation nationale qui est à la peine, sont de mauvais présages à deux ans de la présidentielle.

## Perspectives et propositions en vue de la prévention et de la gestion des conflits électoraux

Les questions de la prévention et de la gestion des conflits électoraux en Afrique de l'Ouest conduisent à identifier les voies et les moyens en vue de relever les défis induits par les processus électoraux. L'atelier a formulé des recommandations fortes dans ce sens.

## RECOMMANDATIONS À LA CEDEAO

- Poursuivre la dynamique impulsée de mener des missions exploratoires et de contact, fondées sur la diplomatie préventive (Groupe de contact de haut niveau (Missions UA, CEDEAO, OIF, etc.)
- Travailler à la définition d'un cadre communautaire de base harmonisé en matière électorale
- Mener des missions de facilitation et de médiation
- Formaliser des cadres de concertation et de collaboration avec les organisations africaines spécialisées dans la matière électorale
- Financer et accompagner les programmes d'observation et de monitoring électoral portés par les organisations de la société civile.

# RECOMMANDATIONS AUX ETATS

- Avoir une approche inclusive et consensuelle dans la préparation des échéances électorales
- Veiller à la capitalisation des acquis du processus électoral
- Mettre en œuvre un cadre de facilitation du dialogue politique en vue de contribuer à l'intégrité du processus électoral
- S'inscrire dans une approche du cycle électoral
- Œuvrer à la prévention des conflits en développant toute une gamme d'activités comprenant:
  - l'alerte rapide/précoce,
  - la gestion des crises,
  - le maintien de la paix,
  - la consolidation de la paix,
  - la gestion, la résolution et la transformation des conflits.
- Mettre en œuvre des activités programmatiques à long terme ayant pour but de réduire des tensions structurelles ou de prévenir le déclenchement, l'escalade ou la récurrence de la violence électorale
- Mettre en œuvre des critères électoraux répondant aux normes et standards internationaux
- Maintenir la paix, assurer la sécurité ainsi que la libre circulation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national avant, pendant et après les élections
- Prendre toutes les mesures pour le maintien de l'ordre public en relation avec l'organisation des élections,
- Assurer la sécurité des lieux de meetings et de manifestations publiques pendant la campagne électorale, des bureaux de vote, des candidats, des commissions électorales, des chefs de partis politiques ainsi que du matériel électoral en observant la plus stricte neutralité à l'égard de tous
- Sécuriser l'ensemble du processus électoral
- Favoriser et mettre en œuvre un accès équitable des différentes sensibilités aux médias d'Etat.

# RECOMMANDATIONS À LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Avoir une posture de veille et de suivi du déroulement du processus électoral
- Mener d'intenses campagnes d'éducation civique et de la culture de la paix à l'endroit des populations

## LES FUTURS FACTEURS DE CONFLITS SONT :

- La persistance des principales irrégularités électorales, en particulier les problèmes d'argent et de médias, seront les étapes les plus faibles du cycle électoral dans de nombreux pays.
- Les problèmes de coercition et de corruption, générant des effusions de sang, affaiblissant la légitimité et érodant la démocratie.
- La montée de nouveaux défis, les risques de cybersécurité liés au piratage étranger et les campagnes de désinformation sur les médias sociaux